

ASSISES DES QUARTIERS POPULAIRES



La Grande Journée
6 avril 2023
Au Transbordeur

Partageons nos idées
pour l'avenir de nos
quartier

PASSER de la PAROLE à l'ACTION

ÉCOUTE et PRISE en COMPTE des HABITANTS

TOUS LES DROITS
DROIT À L'ALIMENTATION de QUALITÉ

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

FRACTURE NUMÉRIQUE

et ensuite?

RELAIS POLITIQUE

AU NIVEAU NATIONAL "QUARTIERS 2030"

S'écouter, c'est bien, agir ensemble c'est mieux!

il faut du droit commun, partout, pour tous!

La stigmatisation des médias, pourquoi en n'en parle pas?

GARANTIR l'accès aux DROITS et aux SERVICES

ACCESSIBILITÉ = MOBILITÉ
AUX SERVICES PUBLICS TRANSPORTS en commun

LA GRANDE JOURNÉE

il faut monter dans la roue de l'air avec la Lily

Faire pour nous mais sans nous, c'est faire contre nous!

QVA = quartier en sommeil profond!

La République se doit de s'adresser tout le monde au même titre

dommage que en n'ait pas écouté les habitant-es en 2005

40 ans qu'en en parle et ça ne bouge pas!

(se) DONNER Les MOYENS

CONTRE LA CASSE des SERVICES PUBLICS

FOND D'INITIATIVES CITOYENNES

SANS EXCLURE

LES DISPOSITIFS

INTERPELLER BOUSCULER le DÉBAT

DÉCLOISONNER

LES QUARTIERS DU RESTE de la VILLE

LES THÉMATIQUES

SIN CÉRITÉ

ÊTRE à l'ÉCOUTE

Stop à la baisse des financements des STRUCTURES LOCALES

UTILISER L'ÉDUCATION POPULAIRE

RENFORCER les COOPÉRATIONS

RYTHME de TOUTES (enfants...)

PARTIR des BESOINS, y compris INDIVIDUELS

LES ASSISES DES QUARTIERS POPULAIRES

jeudi 6 avril 2023

Le Transbordeur, Villeurbanne

dominé par le trait de Lou

La Grande Journée

De février à
avril 2023

À l'échelle de
la Métropole

8 ateliers
thématiques
& près de 1 000
participants

800
participants

30
intervenants

9 stands
d'information

ASSISES
QUARTIERS
POPULAIRES

Mot d'introduction des habitants et
acteurs locaux

Yasmina Souabni
Mohamed-Amine Boukhalil
Suzanne Chevillon

METROPOLE



Sommaire interactif

Les discours d'ouverture

Les attentes des habitants et associations qui ont participé aux Assises

Bruno Bernard, Président de la Métropole de Lyon

Olivier Klein, Ministre délégué chargé de la Ville et du Logement

Mohamed Mechmache, Président de la commission nationale de la participation citoyenne

1

L'émancipation pour tous à travers la promotion de l'éducation et des pratiques artistiques

Restitution des ateliers & interpellations

« Parents, jeunes, familles : renforcer la confiance et la réussite éducative »

« Redessignons l'art et la culture dans nos quartiers »

Les réactions aux interpellations

Olivier Dugrip, Recteur de l'académie de Lyon

Véronique Moreira, Vice-présidente de la Métropole à l'éducation et aux collèges

Etienne Butzbach, Vice président Éducation et numérique de la Ligue de l'Enseignement

Michèle Picard, Maire de Vénissieux

Jacqueline Broll, Directrice du Pôle Action territoriale de la DRAC

Point de vue de Choukri Ben Ayed, Professeur de sociologie à l'Université de Limoges

2

Le plein emploi et l'accès aux droits pour toutes et tous

Restitution des ateliers et interpellations

« Je cherche, tu recrutes : cap sur l'emploi pour toutes et tous »

« Pour l'égalité d'accès aux droits sociaux et aux services publics »

Les réactions aux interpellations

Mohamed Boudjellaba, Maire de Givors

Emeline Baume, Vice-présidente de la Métropole à l'économie, à l'emploi, au commerce, au numérique et à la commande publique

Gilles Gascon, Maire de Saint-Priest

Daniel Baudry, Délégué général Digital League

Marion Thivolet, Directrice générale PIMMS Médiation Lyon Métropole

Point de vue de George Pau-Langevin, Adjointe de la Défenseure des droits en charge de la lutte contre les discriminations

Sommaire interactif

3

Des habitants engagés, des quartiers plus agréables à vivre

Restitution des ateliers & interpellations

« Participer dans les quartiers : et si c'était comme entrer dans un café ? »

« Mon quartier au quotidien : habiter les quartiers populaires »

Les réactions aux interpellations

Béatrice Vessiller, *Vice-présidente Métropole de Lyon à l'urbanisme, au cadre de vie et au renouvellement urbain*

Céline Reynaud, *Directrice Générale Est Métropole Habitat*

Pascale Gautier, *Déléguée générale de la fédération des centres sociaux du Rhône*

Thierry Pouzol, *Maire de Fontaines-Sur-Saône*

Hélène Geoffroy, *Maire de Vaulx-en-Velin*

Point de vue de Hélène Balazard, *Chercheuse en sciences politiques à l'ENTPE*

4

Transition écologique, énergétique et sociale/ se sentir bien dans son quartier

Restitution des ateliers & interpellations

« Transition écologique et justice sociale, agir et réagir dans les quartiers populaires »

« Sport, santé, bien-être pour tous, tout au long de la vie »

Les réactions aux interpellations

Jérémy Camus, *Vice-président Métropole de Lyon à l'agriculture, à l'alimentation durable et la résilience des territoires*

Marylène Millet, *Maire de Saint-Genis-Laval*

Valérie Mancret-Taylor, *Directrice générale de l'ANAH*

Laurence Boffet, *Vice-présidente Métropole de Lyon à la participation et aux initiatives citoyennes*

Point de vue de Manon Loisel, *Consultante politique au sein de Partie Prenante*

Débat de clôture : quels quartiers populaires demain ?

Véronique Henri-Bougreau, *Directrice Générale de la CAF Rhône*

Cédric Van Styvendael, *Maire de Villeurbanne*

Renaud Payre, *Vice-président de la Métropole de Lyon à l'habitat, au logement et à la politique de la ville*

Vanina Nicoli, *Préfète secrétaire générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances du Rhône*

Discours de clôture

Mohamed Mechmache, *Président de la commission nationale de la participation citoyenne*

Renaud Payre, *Vice-président de la Métropole de Lyon à l'habitat, au logement et à la politique de la ville*

Vanina Nicoli, *Préfète secrétaire générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances du Rhône*

Les discours d'ouverture



Pour regarder les discours d'ouverture [cliquez ICI](#)



Les attentes des habitants et associations qui ont participé aux Assises

« Mon attente est que cette journée soit un début de processus et qu'il puisse y avoir d'autres échanges, une continuité à ces assises. Le plus important étant que nos attentes soient écoutées, et non seulement écoutées, mais également prises en compte dans un avenir plus ou moins proche »

(Samuel Tran, Sport dans la Ville)

« La question de l'alimentation pour l'instant n'est pas inscrite dans le contrat de ville et ce serait un vrai sujet de pouvoir l'inscrire dans le futur contrat de ville. En l'occurrence, promouvoir une alimentation de qualité choisie et pour toutes et tous, donc un droit à l'alimentation. »

(Gabrielle De Dianous, VRAC)

« Mon attente concerne surtout le désert médical dans les quartiers populaires. Il faut qu'on se pose les bonnes questions »

(Raphaël Mergoux, Conseil Citoyen de Givors)

« De mon côté, j'aurai une attente sur l'accès au droit. Je voudrais qu'on se dise qu'on ne considère pas les personnes que sur le prisme de l'accès aux droits sociaux mais aussi sur l'accès au droit, avec un grand D. Parce qu'être un citoyen, ce n'est pas juste accéder à ses droits sociaux, c'est aussi plus généralement accéder à ses droits de citoyens. »

(Sabrine Morel, AMELY)

« Malgré la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, il existe de grandes difficultés dans l'inclusion des enfants en situation de handicap à l'école. Quelles sont les réponses concrètes que vous pouvez apporter à ces aidants, ces enfants et jeunes adultes dans une temporalité qui correspond à celle des besoins ? »

(Yasmina Souabni, habitante de Bron)

« Mon attente pour les quartiers de demain est de pouvoir tendre vers plus de mixité et que les gens soient moins l'un à côté de l'autre, qu'il y ait des vrais espaces de mixité. »

(Sarah Chevrot, Culture pour tous)

« Mon attente est qu'on parle des questions de justice sociale et écologique, qu'on dise que la nécessaire transition écologique de notre société puisse se faire avec et au bénéfice des habitants des quartiers. »

(Loïc Rigaud, VRAC)

Les discours d'ouverture



Pour regarder les discours d'ouverture [cliquez ICI](#)



Bruno Bernard, Président de la Métropole de Lyon

« La Métropole de Lyon est riche d'une longue histoire en matière de politique de la ville, d'un engagement très fort marqué par un co-mandatement d'équipes projet Villes Métropole garantes des projets de territoire et d'un investissement important sur le renouvellement urbain avec les équipes de l'ANRU sur 14 territoires. C'est 14 conventions entre la Métropole de Lyon et les équipes de l'ANRU, avec qui nous travaillons de concert. C'est 22,4 milliards d'euros sur le territoire entre 2016 et 2030, avec une mobilisation de toutes et de tous notamment des Maires. Mais malgré ces budgets, malgré tout ce travail fait sur le bâti, on voit bien qu'on est loin du compte, qu'on est loin d'avoir réussi comme on le souhaiterait cette politique de la ville »

« Avec humilité, à l'écoute des habitants mais avec détermination, nous avons aujourd'hui besoin d'actions concrètes, nous avons besoin, que ces journées des assises, que le contrat de ville débouchent concrètement sur une amélioration de la qualité de vie des habitants des quartiers populaires »

Dans les quartiers populaires, l'action publique a été trop axée sur l'urbain et pas assez sur l'humain... il reste encore beaucoup de chemin à faire :

- Les services publics ne sont pas assez présents
- Il n'y a pas de mixité sociale dans les établissements scolaires
- Il y a des problèmes de sécurité, souvent liés au trafic de drogues
- Ils sont mal desservis par les transports en commun
- Il y a un taux de pauvreté beaucoup plus important qu'ailleurs
- Il y a un manque d'équipements sportifs

Il faut faire preuve d'inventivité, d'expérimentation et poser d'autres modèles :

- **Renforcer la prévention-médiation et expérimenter la légalisation du cannabis** pour affaiblir économiquement les points de deal
- Diminuer les démolitions, **rénover les habitations existantes** dans les quartiers et soutenir l'action des associations pour le lien social
- Développer de nouvelles **lignes de tramway** pour mieux relier les quartiers
- **Améliorer le travail de solidarité et d'insertion** (Revenu jeunes, Territoires Zéro Chômeurs de longue durée) et poursuivre les conseillers numériques pour l'accès aux services publics et aux droits
- Soutenir les entrepreneurs des quartiers populaires, **lutter contre les discriminations** à l'emploi (Charte des 1000 avec les entreprises)
- **Assurer l'accès au sport et à la culture** : poursuivre le dispositif Vacances sportives, créer plus d'équipements sportifs, diffuser les grands événements culturels dans les quartiers populaires...

Les discours d'ouverture



Pour regarder les discours d'ouverture [cliquez ICI](#)



Olivier Klein, Ministre délégué chargé de la Ville et du Logement

« Il n'y a pas de politique de la ville sans une prise en compte forte et sincère de la parole des habitants des quartiers. Je le pensais comme Maire d'une ville populaire et je l'applique comme Ministre de la République. Cette parole est au cœur de tous mes engagements, c'est le socle citoyen sur lequel je veux imaginer avec vous les nouveaux contrats. Cette parole doit être collectée dans le respect de la diversité des habitants et je remercie les organisateurs de ces assises des quartiers populaires du Grand Lyon pour la qualité de leur démarche de recueil sur des thématiques sensibles et importantes pour les habitants. »

« Dans le cadre du renouvellement des contrats de ville, je souhaite que les habitants puissent exprimer ce qu'ils veulent pour leur quartier. »

Des contrats de ville où la parole des habitants puisse s'exprimer, au moment de l'écriture et tout au long de leur durée vie :

- Mise en place d'une **commission nationale de la participation citoyenne des quartiers**, présidée par Mohamed Mechmache et composée d'habitants, acteurs associatifs, experts, professionnels et élus
- Sa mission consistera à **encourager, à soutenir, à valoriser et à outiller les initiatives locales dans leur diversité**; à veiller que la parole citoyenne soit au cœur des projets de quartier et à s'assurer de la concrétisation de cette parole dans la réalité de ces quartiers
- Mise en place d'une **plateforme numérique pour élargir le champs des contributions** en recueillant les expressions individuelles

Plusieurs enjeux sur lesquels les habitants des quartiers s'exprimeront :

- Habiter
- Accéder à ses droits
- Agir face au défi climatique

« Quartiers 2030 », un grand programme où **les engagements de l'Etat seront renforcés** en matière de :

- Éducation
- Entrepreneuriat
- Santé
- Logements, cadre de vie
- Sécurité

Les discours d'ouverture



Pour regarder les discours d'ouverture [cliquez ICI](#)



Mohamed Mechmache, Président de la commission nationale « participation citoyenne dans les quartiers »

« Le Ministre l'a dit, on est sur des contrats de ville qui sont arrivés à terme. L'objectif n'est pas d'avoir un contrat généralisé mais plutôt de partir des préoccupations des habitants et de construire des contrats de ville spécifiques à chaque territoire, ville ou agglomération. Il s'agit de faire en sorte que l'ensemble des acteurs et des actrices qui travaillent dans ces quartiers, ainsi que les habitants, puissent partager réellement leurs préoccupations et travailler sur des thématiques. »

« On n'est pas des sprinteurs, il faut qu'on soit des coureurs de fond et si on veut maintenir l'espoir des habitants, il faut aussi leur donner effectivement la capacité à agir en leur en donnant les moyens. »

« Cela fait 40 ans qu'on traite ces habitants comme une exception alors qu'ils ne veulent qu'une chose, c'est avoir droit au chapitre et avoir accès au même droit commun que les autres, pas plus pas moins ! »

La commission nationale « Participation citoyenne dans les quartiers » :

- Une mission sur une durée de 15 mois
- 22 personnes : un collège d'élus, un collège associatif, un collège d'habitants, un collège d'experts, un collège institutionnel
- L'objectif d'apporter des méthodes, **d'autres formes de participation** – les Tables de quartiers par exemples - sans faire de leçon, sans faire la morale.

L'objectif ce n'est pas d'avoir un contrat de ville qui viendrait du haut vers le bas, c'est d'avoir des contrats de ville qui correspondent aux préoccupations des habitants.

Plusieurs sujets méritent d'être traités ouvertement :

- Travailler sur la participation et la codécision, reprendre les objectifs et les rôles des Conseils Citoyens
- Donner des moyens financiers, pour participer et pour agir tels que le « **fond d'initiatives citoyennes** »
- **Arrêter l'exception et garantir l'accès au même droit commun**
- **Sur les sujets soulevés lors des Assises comme la sécurité et le deal ou encore la question alimentaire : les ancrer dans le contrat de ville et expérimenter avec les habitants**

1

L'émancipation pour tous
à travers la promotion de
l'éducation et des pratiques
artistiques

2

Le plein emploi et
l'accès aux droits pour
toutes et tous

3

Des habitants engagés, des
quartiers plus agréables à
vivre

4

Transition écologique,
énergétique et sociale / Se
sentir bien dans son quartier



Pour retrouver l'intégralité des échanges en vidéo : [cliquez ICI](#)

ÊTRE INCLUSIF

GARANTIR le BIEN-ÊTRE de TOU·tes

écoute
tutorat
orientation

valorisation pas sanction

Rythme de sommeil

temps pour souffler

lutter contre le harcèlement

accessibilité

accompagnement polyglote

protections hygiéniques gratuites à disposition

bien manger

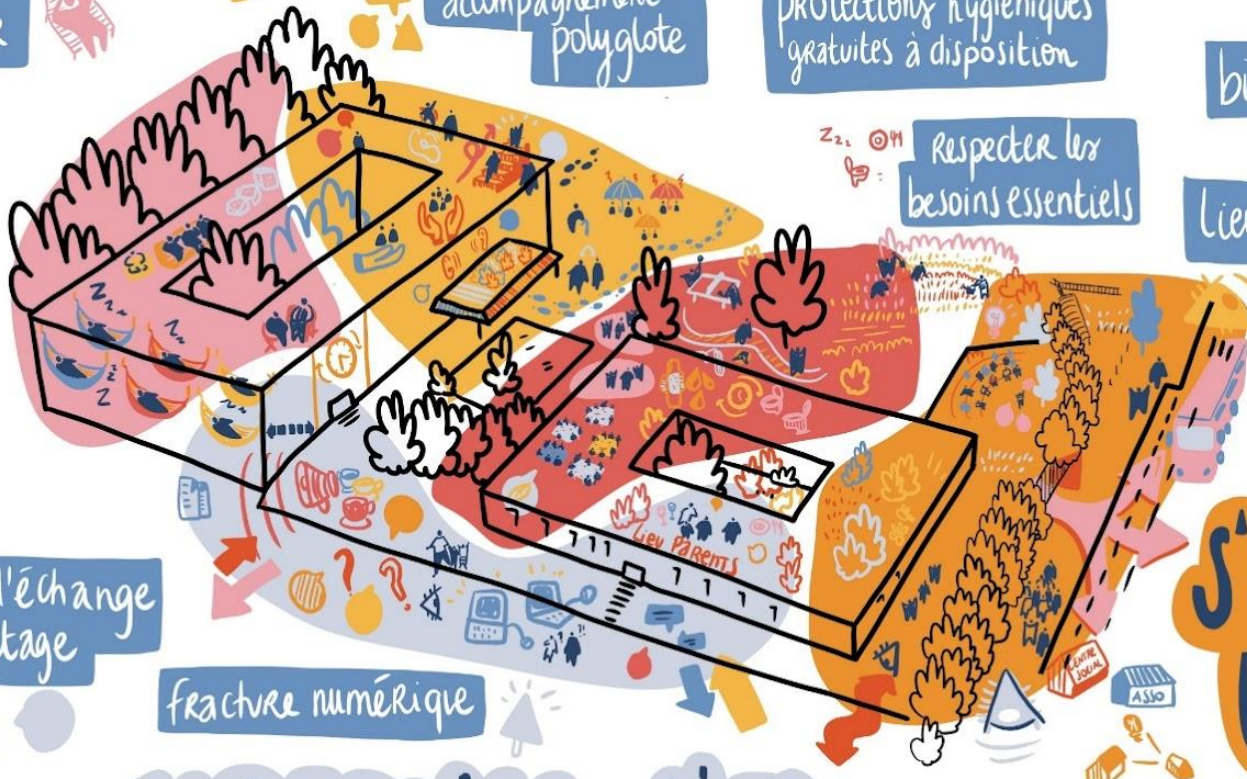
ouverture et propreté des sanitaires

RESPECTER le RYTHME des JEUNES

Respecter les besoins essentiels

Lieu de loisirs

espaces verts, espaces jardinés



classe dehors

alléger l'emploi du temps

temps d'échange de partage

fracture numérique

S'OUVRIRE VERS L'EXTÉRIEUR

partenariats avec les structures locales

sorties culturelles, sportives

CONSTRUIRE un LIEN SOLIDE avec les PARENTS

communication



barrière de la langue

fonctionnement du collège

parentalité

interconnaissance

LES ASSISES DES QUARTIERS POPULAIRES

PARENTS, JEUNES, FAMILLES
RENFORCER LA CONFIANCE et la REUSSITE SCOLAIRE

atelier 4
1^{er} mars 2023
maison fêtes et familles
Vénissieux

Dessiné par le trait de Lou

Atelier : Parents, jeunes, familles, renforcer la confiance et la réussite éducative

LES INTERPELLATIONS

En tant que parents, se sentir bien accueillis, individuellement et collectivement, au sein des établissements scolaires, être compris et aidés par les équipes éducatives et administratives. L'objectif est que l'école fasse réussir les enfants et il est nécessaire de « jouer » ensemble pour y arriver !

En tant qu'élèves, que l'établissement soit propre, accueillant et à la bonne taille (15 élèves par classe, moins de 500 élèves par établissement). Pouvoir apprendre autre chose que les matières scolaires classiques (plus d'options, plus de stages), avec des méthodes d'apprentissage plus inclusives et des rythmes de travail adaptés – « car le matin, on est souvent plus fatigués ». Pouvoir franchir les frontières du quartier, de l'établissement et découvrir de nouveaux endroits, de nouvelles personnes (sorties scolaires, jumelage avec d'autres collèges...). Après le collège, pouvoir accéder aux meilleurs lycées

Il faut travailler sur la **prévention des exclusions et sur la dimension pédagogique** des exclusions

Collectivement, investir le collège, avoir un établissement plus ouvert sur le quartier, sur son environnement, qui puisse accueillir les associations, les professionnels (type équipes de prévention) pendant et en dehors des horaires scolaires.

Échanger sur la laïcité, ne pas fermer le dialogue sur la place des religions

LA PAROLE AUX PARTICIPANTS

Yasmina Souabni, habitante de Bron, au sujet des élèves exclus du collège

« Après des échanges avec les professionnels, les habitants et les acteurs locaux, un constat a été fait sur la réorientation de collégiens exclus définitivement. L'attente d'une réaffectation dans un autre établissement par l'inspection académique peut constituer un délai considérable pour les familles et le jeune. De 1 à 2 mois pour certains élèves... c'est alarmant, des jeunes déjà décrocheurs n'investissent pas leur nouveau collège du fait de ce long temps d'attente. **Comment peut-on en amont travailler avec les établissements scolaires, les parents, le jeune avant l'exclusion définitive et de façon plus globale ? Ne doit-il pas y avoir un chef de file qui coordonne, évalue et réoriente si nécessaire les actions ? Un chef de file pour créer voire développer une prise en charge adaptée pour ce temps-là et cela toujours en lien avec les parents qui restent les premiers éducateurs de leurs enfants.** »

Mohamed-Amine Boukhari, élève de 3ème sur les rythmes à l'école et les échanges inter-collèges

« De mon côté le sujet qui me tient vraiment à cœur, c'est le rythme des collégiens. **Je trouve que rester 8 heures dans une salle de classe et faire cela tous les jours, c'est un peu lassant.** Ce serait bien d'avoir plutôt des sorties scolaires, en plein air l'après-midi avec la matinée plutôt dédiée aux matières classiques. C'est une de mes principales revendications. Sinon j'aimerais bien favoriser les liens de mixité sociale : pourquoi ne pas faire de l'inter-collèges avec des collèges du centre-ville ou d'autres quartiers, afin qu'eux puissent se nourrir de nos ressources et nous de leur fonctionnement. »



Compte-rendu complet de l'atelier : [cliquez ICI](#)



D'autres témoignages : [cliquez ICI](#)

SE DONNER DU TEMPS

longues résidences d'artistes

temps d'appropriation

temps des choix collectifs

itinérance des initiatives

pluri-disciplinarité

PERMETTRE LA DÉCOUVERTE

la pratique

horaires souples et larges

scènes ouvertes / pratiques libres

liens avec d'autres quartiers

d'autres cultures

implantation de grands équipements

aux pieds des immeubles
aux stations TCU

musée de quartier / d'appartement

maison des talents

ÊTRE en PROXIMITÉ



METTRE en VALEUR LES QUARTIERS

espaces intérieurs et extérieurs

(tiers)-lieux santé / culturel

les savoir-faire de chacune

donner les moyens

conception des espaces publics pour la pratique artistique

prix libre / gratuité

investir les temps de réhabilitations et les friches

Répondre aux besoins des habitant.es

programmation participative

LES ASSISES DES
QUARTIERS
POPULAIRES

Redessins ensemble L'ART et la CULTURE dans nos quartiers

atelier 8
21 mars 2023
Médiathèque Jean Prévost
Bron

dessiné par le trait de Lou

Atelier : Redessinons l'art et la culture dans nos quartiers

LES INTERPELLATIONS

Reconnaître que les pratiques culturelles et artistiques ont des impacts positifs essentiels sur le bien-être des habitants (*ce n'est pas un « supplément d'âme » !*) et **donner les moyens humains et financiers** pour que des projets puissent exister et perdurer (*initiations, sorties, scènes ouvertes, projets artistiques...*) en s'appuyant sur l'accompagnement entre pairs (*tutorat, ambassadeurs...*)

Renforcer la permanence et la durabilité de projets qui prennent en compte les besoins collectifs des territoires et des habitants, en s'appuyant sur les cultures populaires, les mémoires et le faire ensemble (part des habitants dans l'élaboration du projet) et en les valorisant

Planter des lieux culturels de proximité dans les quartiers : des centres sociaux avec une compétence culturelle, des bars, des friches, des bulles culturelles, des maisons des talents et aménager des espaces publics ouverts et accueillants, avec un mobilier urbain mobile et adaptable

Créer plus d'espaces et d'événements culturels dans les quartiers grâce à des expérimentations par des artistes et des structures culturelles plus mobiles (*ouverture de grands établissements et dispositifs d'aller vers comme des bus culture*), en parallèle, **faciliter l'accès des habitants** aux grands établissements qui se trouvent en dehors des quartiers (*transports en commun et tarification adaptés*)

LA PAROLE AUX PARTICIPANTS

Sarah Chevrot, Responsable de « Culture pour tous » - Association Alliés sur la coopération entre les institutions et en particuliers celles de la culture et de l'éducation.

*« Je voudrais m'appuyer sur un exemple très concret, un projet qui se passe dans le quartier des voûtes de Perrache. C'est un quartier en pleine mutation, avec des logements sociaux, une jeunesse qui se durcit à l'image de la société et puis un QVA qui ne met pas suffisamment en lumière la complexité de cette réalité. Dans ce contexte nous avons développé un projet de territoire qui s'appelle "Alliance Éducative", avec 15 acteurs socioculturels qui se sont mobilisés de manière hebdomadaire autour de 15 collégiens. **L'objectif est de tisser du lien grâce à la culture, de lutter contre le décrochage scolaire et d'aider à la prévention de la délinquance.***

*Le bilan est positif avec 80% des participants qui sont des jeunes, un lien restauré avec les familles et de nouveaux modes de coopération sur le territoire. Pour sa deuxième année, le projet fait malheureusement face au désengagement du collège. L'institution scolaire est en difficulté. Elle peine encore à se défaire de certaines représentations, de certains préjugés. **La culture n'est pas une récompense et ce n'est pas quelque chose qu'on mérite, c'est vraiment l'affaire de tous. C'est aussi un outil pour recréer du lien et pour se rencontrer autrement.***

*En fait ce projet montre que la culture permet de traiter les choses autrement sur des sujets comme le décrochage scolaire et la prévention de la délinquance. Néanmoins, ces programmes n'ont aucun sens s'ils ne sont pas portés par l'école elle-même. D'où mon interpellation : **quels engagements peuvent être pris pour garantir et inscrire durablement une coopération entre ces institutions et les acteurs de territoire en faveur d'une jeunesse qui a vraiment besoin de ces dialogues ?** »*



Compte-rendu complet de l'atelier : [cliquez ICI](#)



D'autres témoignages : [cliquez ICI](#)

Les réactions aux interpellations



Pour regarder la table ronde: [cliquez ICI](#)



Véronique Moreira, Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l'éducation et aux collèges

- Utiliser les informations collectées par « l'observatoire de la démographie scolaire et de la réussite éducative » pour **revoir la carte scolaire et proposer des adaptations, localiser des pistes de réflexion**
- Se poser la question des moyens donnés à **l'enseignement privé**, dans la mesure où il n'y a aucune contribution de sa part sur la question de la mixité sociale.
- Prêter des locaux, des salles polyvalentes, des espaces sportifs pour **ouvrir les collèges sur la ville et y faire entrer la vie locale**
- Renforcer des projets qui donnent une **véritable identité et une attractivité aux collèges** (options, qualité d'enseignement ...)
- **Prévoir des lieux pour que les parents puissent se réunir** entre eux et les accompagner, les appuyer pour développer leurs projets pour l'établissement

« La problématique du manque de mixité que l'on retrouve dans tous les établissements, qu'ils soient favorisés ou défavorisés, a des conséquences partout en termes de réussite scolaire mais aussi en termes de capacité de vivre ensemble, d'acquisition de compétences psychosociales et de faire société. » (V. Moreira)

Olivier Dugrip, Recteur de l'académie de Lyon

- Plusieurs dispositifs existent pour **accompagner les élèves** mais ils sont insuffisamment mis en œuvre dans les collèges de l'éducation prioritaire : « devoirs faits » ; « vacances apprenantes » ; « pass culture »
- D'ici la fin du quinquennat, nous disposerons de 500 millions d'euros à investir dans des projets pour **améliorer la réussite des élèves**, mais trop peu d'établissements sont engagés dans ce dispositif

« J'invite donc tous les collègues, professeurs et personnels de ces établissements, les parents d'élèves, à s'engager à faire des projets, à présenter des demandes de telle manière que nous puissions les accompagner financièrement. » (O. Dugrip)

Étienne Butzbach, Vice-président de la Ligue de l'enseignement

- **Avoir une approche globale des questions qui touchent l'éducation** : il faut mieux articuler les projets qui partent des établissements scolaires, de la parole des élèves, travailler avec la communauté de l'éducation populaire et les reconnaître comme des partenaires et non pas comme des prestataires

Les réactions aux interpellations



Pour regarder la table ronde: [cliquez ICI](#)

Michèle Picard, Maire de Vénissieux

- Dans **l'éducation, la culture et le sport**, on se construit par rapport au groupe. La crise sanitaire a été un révélateur du fait que la culture et le sport sont essentiels dans l'éducation et dans l'émancipation
- Dans les contrats de ville, on devrait **allouer plus de moyens humains et financiers** pour mettre en place des expériences culturelles et renforcer les pratiques des adolescents : à Vénissieux, il existe déjà des résidences d'écrivains, de plasticiens, mais il faut faire beaucoup plus pour développer, dans les collèges ou dans les centres sociaux, **des espaces sur toute l'année**

« C'est pour ça que je parle vraiment de moyens pour les quartiers populaires, mais pas pour que ce soit des villes dans les villes mais plutôt pour du droit commun partout et pour tous, pour innover, pour inventer, avec les familles. »
(M. Picard)

Jacqueline Broll, Directrice du Pôle Action territoriale de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC)

- Faire en sorte que **les équipes artistiques, scientifiques, culturelles puissent venir, rester dans les quartiers et y travailler**. Les ressources existent sur la Métropole de Lyon, il faut maintenant faciliter les rapports entre ces équipes et les acteurs sociaux, les équipes éducatives et les habitants
- Il faut mettre en place des résidences **sur des temps longs** et travailler sur « l'éducation artistique et culturelle », le sens critique et l'éducation aux médias : à la fois dans l'éducation scolaire et populaire



LE POINT DE VUE DE...

Choukri Ben Ayed, Professeur de sociologie à l'Université de Limoges

« Ce qui se passe c'est qu'on a dans la politique de la ville, notamment au moment des renouvellements des contrats de ville, des moments forts de participation, mais au moment de la mise en œuvre des dispositifs - et je dirais des routines institutionnelles - les habitants ont tendance à être un petit peu oubliés. Si vous regardez ces dernières années, je dirais que lorsqu'ils bousculent un peu les paradigmes, lorsqu'ils deviennent un peu critiques, un peu insistants, ils sont perçus comme presque inquiétants.

À Montpellier j'ai suivi de près la mobilisation des parents d'élèves du quartier du Petit Bard qui ont quand même enchaîné les occupations d'écoles pendant 6 semaines avant d'être entendus par le Ministère et avant que le Préfet daigne se déplacer pour les rencontrer »



LES REACTIONS DANS LA SALLE

« On parle de donner (plus) de moyens pour développer les projets culturels avec notamment des partenaires associatifs **mais les subventions continuent de diminuer ou de se complexifier dans les dossiers chaque année** (réduction des domaines financés, deadline très courtes, rajout d'obligations, plus de charges sur les enseignants et équipes éducatives...) les rendant excluant pour beaucoup de structures et de projets ou précarisantes pour la qualité et viabilité des projets. Cherchez l'erreur... »

2

Le plein emploi et l'accès aux droits pour toutes et tous

1

L'émancipation pour tous à
travers la promotion de
l'éducation et des pratiques
artistiques

3

Des habitants engagés, des
quartiers plus agréables à
vivre

4

Transition écologique,
énergétique et sociale / Se
sentir bien dans son quartier



Pour retrouver l'intégralité des échanges en vidéo : cliquez [ICI](#)

PERSONNALISER L'ACCOMPAGNEMENT

Référent.e unique

prise en compte des difficultés (maladie, empêchements...)

Mise en valeur des parcours

ne perso
ne pro

savoir-être

dans la durée → pour la pérennité des projets

mobilité pour accéder à l'EMPLOI

"par où commencer"

tests formations et métiers

Lieu unique avec aides sociales

droit à l'erreur orientation métier



ÊTRE en PROXIMITÉ

Informations structures PARCOURS garde d'enfants

structures employeurs

formation aux luttes contre les discriminations

SOUTENIR la CONFIANCE en soi

activités culturelles et sportives

espace pour soi

formations (au numérique...)

coaching, psychologie etc

Favoriser le travail collaboratif

interconnaissance

RENFORCER la COORDINATION entre acteurs

entreprises assos syndicats institutions

Atelier : Je cherche, tu recrutes : cap sur l'emploi pour toutes et tous

LES INTERPELLATIONS

La question de l'emploi ne se limite pas à l'emploi, notamment dans les quartiers populaires où les difficultés du quotidien sont nombreuses : logement, santé, précarité, insalubrité, insécurité, besoins de formation (*éducation défailante*), discriminations... Il faut que les institutions se coordonnent, que les entreprises en prennent conscience et agissent pour améliorer les conditions de vie et d'accès à l'emploi !

Il faut lutter contre toute discrimination de genre, d'origine et de territoire : les discriminations enferment les habitants et les empêchent de s'épanouir, elles ont un impact négatif sur l'estime de soi et la motivation.

Il faut aider les jeunes dans l'orientation, lutter contre l'autocensure de leurs aspirations que eux-mêmes, leurs parents, leurs professeurs peuvent mettre en place. **Il faut aider davantage les jeunes diplômés issus des quartiers populaires à trouver du travail**

Il faut reconnaître le droit à tester et à échouer, valoriser les compétences pas classiques, favoriser la diversité. En tant qu'entreprise, la diversité apporte de la performance ! Il y a des talents, des savoir-faire, des compétences à reconnaître dans les quartiers populaires

LA PAROLE AUX PARTICIPANTS

Rania Jerrari, Membre de l'association AVAS, habitante de Vaulx-en-Velin, à propos d'un accompagnement personnalisé

« Ce que j'aimerais partager avec vous sur la question de l'emploi, c'est tout d'abord qu'il faut savoir qu'il y a des compétences formidables dans chaque quartier populaire, mais le problème c'est qu'elles ne sont pas assez reconnues.

Je pense qu'il faudrait faire un diagnostic global sur la situation de chaque personne car les professionnels sont bloqués dans leurs dispositifs. Grâce à cela, on pourrait proposer un vrai accompagnement et suivre au mieux chaque jeune de quartier populaire. »



Compte-rendu complet de l'atelier : [cliquez ICI](#)

DONNER LES MOYENS aux STRUCTURES

MIEUX INFORMER / COMMUNIQUER

aller vers

en différentes langues

sur quoi fait quoi?

sans culpabiliser
les ayants-droits

adapter les
horaires

simplifier
les procédures

AMÉLIORER les CONDITIONS d'ACCÈS

universaliser et
rendre gratuits les accès

automatiser les droits

Sortir du
"demander pour avoir"

non discrimination

pour les lieux
d'accueil

formation
massive

Recrutement
et salaires

sans mise en
concurrence

relais dans les institutions
pour les structures

partir des besoins
des ayants-droits

guichets
de proximité

REMETTRE de l'HUMAIN

Respecter la
confidentialité

ÉGALITÉ de traitement

garder un lien, suivre le dossier

POUR L'ÉGALITÉ ACCÈS aux DROITS SOCIAUX et aux SERVICES PUBLICS

LES ASSISES DES
QUARTIERS
POPULAIRES

atelier 2
23 février 2023

Centre Culturel et de Vie
associative, Villeurbanne

dessiné par Le trait de Lou



Atelier : Pour l'égalité d'accès aux droits sociaux et aux services publics

LES INTERPELLATIONS

Les institutions doivent prouver qu'elles ont vraiment envie d'améliorer l'accès aux droits sociaux pour les habitants : **ce ne sont pas les ayants droits qui doivent s'adapter aux services mais l'inverse**. Il faut rétablir, revaloriser un accueil ouvert, physique, personnalisé et de qualité (*personnel formé et outillé*).

Il faut garantir des alternatives au numérique pour effectuer les démarches administratives, les ayants droits doivent avoir le droit de choisir

Il faut arrêter de discriminer les habitants et leur garantir l'égalité de traitement, peu importe la langue parlée, l'âge, la situation économique... Il faut simplifier les démarches et accompagner plus et mieux (*avoir un référent unique qui aide les ayants droits à suivre l'ensemble des démarches*)

Il faut mieux valoriser et accompagner le travail des intermédiaires, réalisé par des associations, souvent non financées à la hauteur, qui dépassent leur rôle et dont les salariés et bénévoles ne sont pas assez formés ni assez rémunérés. (*Jusqu'où doit aller leur accompagnement ?*)

Avoir des personnes ressources dans les services publics, dans les institutions qui délivrent des droits pour permettre aux intermédiaires d'avancer face aux complexités, dans l'accompagnement des ayants droits

A terme : **il faudrait garantir l'accès aux droits pour toutes et tous**. Ce ne sera plus aux ayants droits de demander leurs droits mais aux institutions de les garantir.

LA PAROLE AUX PARTICIPANTS

Sabine Morel, Directrice de l'association AMELY, sur l'accès au Droit et l'accès aux droits.

« Je me rends compte en pratique qu'on a fait beaucoup de choses pour empêcher d'accéder aux droits. J'ai plutôt un regret dans tout ce qui a été mis en place depuis ces dernières années parce qu'il y a une prise de conscience qu'il y avait des problématiques de dématérialisation qui empêchaient l'accès aux droits mais on ne s'est pas tellement appuyé sur les structures qui interviennent déjà là-dessus. Les conseillers numériques ne fonctionnent pas tous de la même façon.

Ce que j'ai trouvé dommage c'est qu'il n'y ait pas en amont une discussion, un partenariat, une mutualisation des expertises et des compétences. On dit que les associations ne sont pas les habitants et je ne suis pas d'accord avec ça. Je suis une habitante, je suis une militante, je suis directrice d'une association mais je suis aussi sur le terrain donc je vois les problématiques qu'on rencontre tous.

Pour l'avenir des contrats de villes il faut mutualiser les compétences et donner des moyens cohérents, c'est-à-dire ne pas donner des moyens à une seule structure pour qu'elle s'occupe de tout parce qu'elle n'est pas compétente dans tout. Un travailleur social n'est pas un juriste, un juriste social n'est pas un écrivain public etc... Ce que je dis souvent à mon président c'est : "le jour où il y a des sous à se faire sur le macramé on n'ira pas faire du macramé, parce que nous on est dans l'accès aux droits et dans la médiation. »



Compte-rendu complet de l'atelier : [cliquez ICI](#)



D'autres témoignages : [cliquez ICI](#)

Les réactions aux interpellations



Pour regarder la table ronde [cliquez ICI](#)



Emeline Baume, Vice-présidente de la Métropole à l'économie, à l'emploi, au commerce, au numérique et à la commande publique

- Les politiques publiques de droit commun doivent intégrer et agir pour toutes et tous dans l'égalité : « on n'a pas besoin d'avoir une spécificité QPV ou QVA, parce que la base normalement c'est de travailler l'égalité ! »
- La Métropole et l'Etat via la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi agissent sur l'accompagnement à l'emploi, la formation vers les filières économiques qui embauchent (la filière agricole et alimentaire, le numérique). A Saint-Fons une entreprise du secteur textile s'est implantée car il y a plus de possibilités d'accompagner des habitants vers les métiers du textile
- Il y a des endroits qui ont plus de sens, plus d'utilités sociale, économique, environnementale. Dans les quartiers il y a de l'envie d'agir et des compétences
- Il faut mettre en place des outils pour assurer l'inclusion numérique des habitants (exemple : conseillers numériques de France Service)
- Les expérimentations de la « Charte des 1000 » : un réseau de 150 entreprises se sont engagées à recruter sans CV, à s'adapter à l'envie d'agir des habitantes et habitants. Ce sont des TPE, des PME et pas que des grands groupes

Daniel Baudry, Délégué général Digital League

- Tous les ans, en partenariat avec la Métropole et Pôle Emploi, Digital League participe à la mise en place de parcours de formation pour testeurs de logiciels : il s'agit d'un emploi demandé par les entreprises et sans prérequis, il suffit que les candidats soient motivés. On remarque que les candidats proviennent souvent des quartiers populaires.
- Digital League intervient également dans les collèges à travers des formations pour découvrir les métiers du numérique et l'accueil de stagiaires de 3^{ème} dans les entreprises

« La diversité c'est de la performance pour les entreprises. Quand on recrute les mêmes ingénieurs, des hommes du même âge qui sortent de la même école ça ne marche pas ! Il y a beaucoup d'entreprises dans notre réseau qui s'ouvrent beaucoup à la diversité en disant que c'est une vraie richesse. » (D. Baudry)

Mohamed Boudjellaba, Maire de Givors

- Il y a une multitude de partenaires et de dispositifs mais un manque de coordination. Il faut arrêter de balader l'usager qui a besoin de réponses concrètes et simples. Par exemple, avec un guichet unique pour que l'habitant retrouve confiance notamment en termes d'accès aux droits et à l'emploi

« L'ADN de la politique de la ville c'est de faire travailler les gens ensemble, retrouvons cet ADN là pour faire en sorte que ce pluralisme soit une force et non pas un frein. » (M. Boudjellaba)

Les réactions aux interpellations



Pour regarder la table ronde [cliquez ICI](#)

Marion Thivolet, Directrice générale PIMMS Médiation
Lyon Métropole

- L'expérience des PIMMS montrent que **la proximité, le temps d'écoute et l'inconditionnalité de l'accueil** sont essentiels pour résoudre concrètement les problématiques des habitants
- Nécessité de **simplifier le langage et les codes administratifs**
- **Il faut travailler sur la prévention du décrochage économique et de l'isolement**, notamment auprès des jeunes et des seniors,
- Éviter la disparition et l'éloignement des services publics et **donner les moyens financiers** pour accueillir physiquement les habitants
- **Améliorer la coordination entre les acteurs** car « *il n'y a pas d'acteurs qui ont vocation à répondre à tout : ni le PIMMS, ni l'association Amely, ni la Métropole, ni l'Etat...* »

Gilles Gascon, Maire de Saint-Priest

- Faciliter l'accès aux services publics aux habitants des quartiers populaires. Par exemple : ouverture d'un **point info mairie et services postaux** dans le quartier de Bel Air
- Garantir l'accès aux soins. Par exemple : création d'une **maison de santé pluridisciplinaire universitaire**, qui propose une offre de soins globale
- Garantir un quartier apaisé, où les habitants puissent compter sur les forces de l'ordre. Par exemple : ouverture d'un 2^{ème} **poste de police municipale** dans le quartier de Bel Air
- Mettre en relation les entreprises ayant des difficultés à recruter et les jeunes décrocheurs avec, par exemple, des « **chantiers d'utilité sociale** », des **clauses d'insertion dans les marchés publics et privés**, des « **rencontres emplois** », des **visites d'entreprises...**
- A terme : nécessité de créer une **maison de l'emploi** où tous les acteurs sont regroupés, pour mieux orienter les habitants



LE POINT DE VUE DE...

George Pau Langevin, Adjointe de la
défenseure des droits en charge de la lutte
contre les discriminations

« Nous avons eu parfois l'impression que le sujet des discriminations étaient un petit peu mis en veilleuse au profit d'autres notions qui sont également importantes. Mais il faut bien se rendre compte que pour accéder à l'emploi quand on vit dans certains quartiers, on est souvent confronté à des questions de discriminations.

Et si on se demandait s'il n'y a pas quelque chose à faire du côté de l'entreprise, plutôt ? **Dans les prochains contrats de ville, ce serait intéressant de tester, de savoir pourquoi telle entreprise n'emploie pas telle ou telle catégorie de personnes ... On a la possibilité d'aller voir ce qui se passe dans le processus de recrutement. Il y a aussi des enquêtes pour savoir si nos entreprises sont totalement impliquées dans l'emploi pour tous.**

Dans les prochains contrats de ville, il y a sans doute aussi à faire des bilans, mais également de l'aide active aux employeurs, de manière à ce qu'ils puissent voir les erreurs à éviter et comment ils doivent faire pour avoir une entreprise véritablement inclusive. »



LES REACTIONS DANS LA SALLE

« Les habitants des quartiers populaires ne sont pas un « phénomène de société », étudiés, observés et traités par de plus en plus de techniciens. Ce sont des citoyens comme les autres. À quand un projet politique de justice sociale ?

3

Des habitants engagés,
des quartiers plus
agréables à vivre

2

Le plein emploi et
l'accès aux droits
pour toutes et tous

1

L'émancipation
pour tous à travers
la promotion de l'éducation
et des pratiques artistiques

4

Transition écologique,
énergétique et sociale / Se
sentir bien dans son quartier



Pour retrouver l'intégralité des échanges en vidéo : cliquez [ICI](#)

ÊTRE TRANSPARENT

les marges de manœuvre

L'impact

les règles du jeu

le "droit de suite"

le processus

flexibilité des modalités

montée en compétences

barrières de la langue

GARANIR L'ÉGALITÉ D'ACCÈS

fracture numérique

S'appuyer sur des structures relais

clarifier les rôles

coopération expertises d'usage et techniques

espaces de proximité



accepter le conflit

TROUVER les BONNES échelles, sujets et TEMPORALITÉS

se laisser rêver!

Répondre aux besoins essentiels

LÉGITIMER L'EXPERTISE CITOYENNE

mobiliser

Atelier : Participer dans les quartiers, et si c'était comme entrer dans un café ?

LES INTERPELLATIONS

Il faut que les habitants soient appelés à se mobiliser sur des projets participatifs qui répondent à leurs attentes et préoccupations et pas à celles des institutions. Il faut donner les moyens aux habitants pour interpeller les institutions

Il faut que les institutions valorisent la participation informelle/spontanée des habitants sans essayer de l'institutionnaliser à tout prix

Il faut que les institutions soient transparentes dans le processus participatif qu'elles mettent en place et qu'elles apprennent à faire confiance aux habitants

Il faut reconnaître le droit de suite : garantir un retour aux citoyens et un suivi de la réalisation et de l'impact des actions réalisées dans le cadre de projets participatifs

Il faut légitimer la parole des habitants et structurer des politiques publiques qui donnent aux habitants un réel pouvoir d'agir et de co-décision

Il faut lever les freins d'accès à la participation citoyenne : la barrière de la langue, l'usage des outils numériques... et expérimenter des formats de participation différents pour accueillir de nouveaux habitants/participants

LA PAROLE AUX PARTICIPANTS

Raphaël Mergoux, Membre du Conseil citoyen Presqu'île/Thorez de Givors à propos de la formation des conseillers citoyens

« En tant que membre du Conseil Citoyen, je participe à une formation qui permet aux habitants de savoir ce que c'est que le renouvellement urbain, de se former par exemple sur tous les acronymes, en 4 jours intensifs. C'est intéressant de permettre aux citoyens, au niveau local, d'intégrer le Conseil Citoyen et d'avoir des informations plus précises sur ce qui est plus technique.

C'est vrai que l'on va venir à une réunion, à deux réunions et à la troisième on déserte... On ne va pas se sentir vraiment concerné. Pour fédérer une parole de citoyens il faut vraiment qu'il y ait derrière quelque chose, un engagement fort et que ce soit dans les deux sens. Les gens arrivent avec des projets, des envies et puis certains élus vont dire : « Oui mais on a une échéance électorale, alors ce sera pour la prochaine mandature... ».

En même temps, il faut dire que l' on est bien encadré. Les choses se font petit à petit. Mais il faudra peut-être songer à d'autres formes de participation citoyenne. »



Compte-rendu complet de l'atelier : [cliquez ICI](#)

**GARANTIR l'accès
aux ESPACES de LOISIRS
POUR TOU·TES**

**SUPPRIMER l'habitat
indigne**

mutualisation

services

convivialité

**MULTIPLIER
les ESPACES de
vie sociale**

accessibilité
universelle

des espaces
verts

et productifs!

horaires différenciés
filles-garçons

clarifier

**APAI·SER les
ESPACES extérieurs**

Stations TCC

bas d'immeubles

durabilité

prendre en compte
les insécurité

**ÊTRE en
PROXIMITÉ**

être à l'écoute
des habitant·es

(ré)établir le
lien entre les élu·es
et les habitant·es

reconnaître
les acteurs engagés

éviter les contrôles
au faciès

LES ASSISES DES
QUARTIERS
POPULAIRES

MON QUARTIER AU QUOTIDIEN
habiter les QUARTIERS POPULAIRES

atelier 1
22 février 2023
Espace citoyen, Lyon 8

Dessiné par Le trait de Lou



Atelier : Mon quartier au quotidien, habiter dans les quartiers

LES INTERPELLATIONS

Des quartiers apaisés et en sécurité, le jour comme la nuit : lutter contre les trafics dans les parkings, les bas d'immeubles,... Il faut pouvoir compter sur les forces de l'ordre pour garantir la sécurité dans les quartiers, avec des interventions de leur part sans discrimination

Des logements dignes, des équipements culturels et pas seulement des médiathèques !

Des commerces de proximité, de qualité et accessibles, qui permettent de renforcer les liens sociaux dans le quartier

Des lieux de lien social, d'échanges intergénérationnels, comme les centres sociaux

Des espaces verts de grande ampleur dans les quartiers populaires, pour permettre aux habitants d'avoir accès à la nature en proximité. **Ouvrir le quartier au pourtour, vers les villes alentours**

Des bailleurs à l'écoute, que l'on puisse contacter facilement

Des équipements sportifs (terrains de sport, piscines mais aussi des espaces publics,...) **fréquentés par des femmes et des hommes, par des jeunes et par des seniors**

LA PAROLE AUX PARTICIPANTS

John Kouadjo, habitant des Minguettes à propos de la participation des habitants sur les questions de logement

« Je vous remercie pour cette initiative des assises des quartiers. J'espère qu'il y aura une deuxième phase beaucoup plus inclusive pour les habitants et où on recensera davantage leur participation.

*J'ai trouvé que l'atelier "cadre de vie" était très porteur mais j'aimerais aussi qu'on se penche sur certaines thématiques comme le logement, le logement indigne, la gentrification. **Comment dans ces territoires, peut-on concevoir une mixité sociale sans exclusion et mise à l'écart, en deuxième et troisième couronne ? Comment peut-on aussi re-questionner l'aménagement de ces territoires tout en prenant en compte ce que les habitants en ont à dire ?** Il ne faut pas qu'on soit que dans l'écoute parce que cela fait 40 ans qu'on entend ce mot. Aujourd'hui nous, en tant qu'habitants de ces quartiers, **on aspire à être co-décisionnaires de tout ce qui va se jouer sur ce nouveau contrat de ville.** On a conscience que ce sera sûrement une écoute sélective mais qu'elle sera quand même à l'image de ce que les habitants veulent. Quand je parle de gentrification, quand je parle de logement indigne, c'est aussi une volonté de mieux vivre.*

Quand je prends des exemples sur nos quartiers, je pense à mon quartier des Minguettes où je réside. Il y a des lacunes sur l'accès au logement pour les handicapés, sur la relation entre habitants et bailleurs. A ce sujet, un exemple concret : on a eu récemment des pannes d'ascenseurs sur un quartier de la ZUP et c'est la mobilisation des jeunes qui a permis de venir en aide à des personnes en situation de handicap. Ce sont les habitants qui ont dû porter d'autres habitants par solidarité jusqu'à leur logement. Ce n'est pas normal quand on parle de toutes ces thématiques depuis justement 40 ans. »



Compte-rendu complet de l'atelier : [cliquez ICI](#)



D'autres témoignages : [cliquez ICI](#)

Les réactions aux interpellations



Pour regarder la table ronde [cliquez ICI](#)



Céline Reynaud, Directrice générale EMH

- Nécessité de **réhabiliter les logements** pour permettre aux locataires d'avoir des charges moins importantes
- Nécessité de mieux **accompagner le parcours résidentiel des ménages**. Par exemple : via le « Bail Réel Solidaire » ou « la bourse d'échange » pour pallier la tension sur le marché du logement , qui rend difficile la mobilité des ménages
- S'engager dans **l'écoute et la prise en considération des habitants**, y compris quand on n'a pas de solutions à apporter. Par exemple : présence de gardiens, d'agences, des points de contact
- **Mise en place de nouveaux dispositifs de participation des habitants** Par exemple : des chantiers jeunes, des budgets participatifs, pour une relation moins administrative avec les locataires

« Quand on n'a pas de logement ou que l'on considère que l'on vit dans un logement qui n'est pas adapté à ses besoins, cela a des répercussions importantes sur sa vie personnelle et familiale, dans l'apprentissage pour les enfants et puis aussi, un petit peu, dans l'estime de soi » (C. Reynaud)

Thierry Pouzol, Maire de Fontaines-Sur-Saône

- Nécessité de prendre en compte dans le prochain contrat de ville les questions autour de la **tranquillité et de l'insécurité, de la petite délinquance et de délinquance**
- Pour les quartiers qui datent des années 50, nécessité d'investir en termes de **renovation et d'aménagement urbain** afin d'aller vers des habitats plus confortables, plus aérés, plus éclairés, plus économes énergétiquement
- Nécessité de considérer tous les quartiers qui ont plus de 50 ans d'âge comme des quartiers politiques de la ville. Il faut tous les prendre en compte, les petits comme les plus grands, parce que l'on crée des poches qui de plus en plus se dégradent

Pascale Gautier, Déléguée générale de la fédération des Centres Sociaux du Rhône

- La mission des centres sociaux est d'assurer une **écoute large, une veille sociale et l'accompagnement des habitants**
- Les professionnels des centres sociaux sont des passeurs : ils donnent **les moyens à l'habitant d'agir** et de pouvoir résoudre ses difficultés
- **Les centres sociaux sont des lieux de lien social** : entre les habitants mais aussi entre les territoires, entre les partenaires

Les réactions aux interpellations



Pour regarder la table ronde [cliquez ICI](#)

Béatrice Vessilier, Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l'urbanisme, au cadre de vie et au renouvellement urbain

- Nécessité **d'aller plus loin dans la participation des habitants** aux projets d'aménagement : dans les sujets que l'on met en discussion, dans les formes de participation. Par exemple : ateliers de co-construction, balades urbaines...
- Avoir une attention spécifique au genre dans l'espace public, **investir dans l'aménagement d'espaces adaptés aussi pour les jeunes filles et les femmes**
- Entamer une collaboration entre les communes et la Métropole pour la mise en place d'un **budget participatif**
- Assurer la présence de **représentants des conseils citoyens dans les comités de pilotage.**

« J'ai lu dans les comptes rendus d'ateliers quelqu'un qui disait que tous les habitants des QPV ont besoin de l'amour de la République. Je voudrais aussi dire qu'ils ont aussi besoin de l'amour de la Métropole. Et soyez assurés que vous l'avez. J'espère que le contrat de ville métropolitain le prouvera. » (B. Vessilier)

Hélène Geoffroy, Maire de Vaulx en Velin

- **Donner aux habitants les moyens de participer à toutes les instances de décision**, y compris les comités de pilotage, leur assurer un droit de suite et la possibilité de co-construire avec les partenaires publics
- Accepter de **concerter sur tous les sujets du quotidien** et pas que sur le renouvellement urbain. Par exemple : comité local de prévention de la délinquance avec des habitants
- Nécessité d'assurer **des formats de concertation diversifiés, en tenant compte des contraintes des habitants** (horaires, travail ..) **et en acceptant d'être remis en question. Reconnaître l'expertise d'usage des habitants**



LE POINT DE VUE DE...

Hélène Balazard, Chercheuse en sciences politiques à l'ENTPE

« Ce qu'il faudrait à chaque fois quand on fait une concertation c'est avoir les moyens. Il y a plein d'expériences autour du pouvoir d'agir mais qui s'arrêtent souvent quand il faut aller jusqu'au bout des interpellations des habitants. Quelquefois on a l'impression qu'en fait on veut que les habitants soient là plutôt comme des pots de fleurs...

... Au niveau de la participation, je dirais que depuis 15 ans, il y a eu beaucoup de progrès. Le fait que l'on parle notamment d'interpellation, ça va dans le bon sens. Mais du coup on observe encore une hiérarchie des savoirs, des pouvoirs... Il faut faire confiance à ces associations, dire ce qui est décidé, ce qui n'est pas décidé et ne pas arrêter la relation, en cas de désaccords et des conflits.

On aurait pu peut-être confier à des associations, le travail de faire le relais, auprès des habitants avec qui elles ont l'habitude de travailler, pour pouvoir aussi faire remonter des choses. »



LES REACTIONS DANS LA SALLE

« **Participation : banaliser l'aller vers les habitants pour instaurer véritablement et progressivement un cadre de confiance et d'échanges constructifs.** Que ce ne soit pas seulement aux habitants de se déplacer, l'effort doit se faire des deux côtés. Il faut aussi de l'information, de la communication sur les démarches qu'on entreprend mais aussi partager nos difficultés, afin que les habitants prennent la mesure de ce qu'on fait et puissent nous aiguiller, contribuer avec leur lecture pour faire réellement exister cette co-construction prônée. »

4

Transition écologique,
énergétique et sociale /
Se sentir bien dans son
quartier

2

Le plein emploi et
l'accès aux droits pour
toutes et tous

1

L'émancipation
pour tous à travers
la promotion de l'éducation
et des pratiques artistiques

3

Des habitants engagés, des
quartiers plus agréables à
vivre



Pour retrouver l'intégralité des échanges en vidéo : [cliquez ICI](#)

réactivité des institutions

LUTTER CONTRE LES INJUSTICES

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

contre les nuisibles

jardins collectifs productifs en masse

création d'emplois

financer le fonctionnement des initiatives

Lieux de proximité

PENSER LOCAL

allier environnement et budget

gratuité des TCU

accessibilité des solutions

géographique de moyens

pieds d'immeubles

laisser de la place

éducation populaire

thématiques

les initiatives existantes

école vélo

TRAVAILLER EN RÉSONNANCE

être à l'écoute des besoins

sans injonction

proximité entre quartier et territoire

lien entre les acteurs locaux

avec les crises et les aléas

SENSIBILISER

langage accessible

fracture numérique

GARANTIR une ALIMENTATION saine et locale

Cantine alimentée localement

sécurité sociale alimentaire

filiaire jusqu'au quartier

jardiner et produire localement

agriculture urbaine?

LES ASSISES DES QUARTIERS POPULAIRES

transition écologique et justice sociale

atelier 5
2 mars 2023
Espace Jean Couty, Lyon

Dessiné par Le trait de Lou

Atelier : Transition écologique et justice sociale, agir et réagir dans les quartiers populaires

LES INTERPELLATIONS

Les problématiques environnementales (pollutions, bruits, îlots de chaleur, gestion des déchets...) touchent davantage les habitants de quartiers populaires.

De nombreux projets émergent, afin de lutter contre les injustices socio-environnementales qui les impactent. Il faut que les institutions les accompagnent et travaillent sur :

- **Une sécurité sociale alimentaire**
- **Une tarification sociale de l'énergie et de l'eau**
- **L'accessibilité des transports en commun : tarifs et réseaux**
- **La place de la voiture dans les quartiers populaires**
- **Des aides et de l'accompagnement pour lutter contre la précarité énergétique**

D'autres sujets en débat :

- Une gratification du bénévolat et de l'implication citoyenne
- Des lieux de récupération, réutilisation, ressourceries, réemploi, recycleries
- Des jardins partagés pour créer des liens sociaux, des jardins nourriciers pour lutter contre la précarité alimentaire

LA PAROLE AUX PARTICIPANTS

Gabrielle de Dianous, VRAC sur le désert alimentaire

« On a constaté pendant l'atelier et sur le sujet de l'alimentation en particulier, une certaine résignation des personnes qui étaient autour de la table. Des résignations à plusieurs niveaux : une résignation sur l'envolée des prix, sur les inégalités de santé qui sont notamment dues à l'alimentation mais aussi sur le manque d'offre, avec des marchés où les producteurs et productrices se déplacent mais avec des prix souvent inaccessibles.

***On peut vraiment parler de notion de « désert alimentaire » avec une offre qui se limite aux discounters.** Dans le même temps on a une injonction des politiques auprès des associations pour manger mieux, manger solidaire, manger responsable pour la planète ... ce qui est presque impossible sur certains territoires. Si on n'offre pas d'alternative, on peut créer des frustrations. »*

Loïc Rigaud, directeur VRAC sur la sécurité sociale de l'alimentation

*« Les participants à l'atelier ont d'abord voulu dire qu'il fallait porter l'alimentation durable comme un droit fort. **On a beaucoup parlé de « sécurité sociale de l'alimentation ».** Cette proposition est portée par le collectif du même nom et se base sur l'expérience du régime général de la sécurité sociale. Cela permettrait de donner accès à tous à un budget de 150 € pour acheter des denrées de qualité dans un réseau de distribution. On pourrait imaginer une carte vitale pouvant servir, comme dans une pharmacie, à acheter des produits de qualité ou quelque chose à l'image du Ticket Restaurant. Le principe de la sécurité de l'alimentation repose sur trois piliers importants : **l'universalité** pour ne pas être stigmatisant, la **démocratie alimentaire** afin que les consommateurs puissent participer au choix de l'alimentation, **baser le financement sur une cotisation sociale pour permettre un financement important, autonome et contrôlé par l'Etat.** »*



Compte-rendu complet de l'atelier : [cliquez ICI](#)

ÊTRE INCLUSIF

partir des besoins

à la fois sur le préventif et sur les bienfaits des activités

annuaire unique

SENSIBILISER / INFORMER

via les structures

gratuité pour les jeunes



mixer les publics

proposer d'activités aux personnes handicapées

découverte autres sports / activités

égalité des genres



navettes écologiques

multiples canaux



éducation à la sexualité

lutte contre l'isolement via activités

les aidant-es les publics

s'appuyer sur les ressources existantes

DONNER LES MOYENS

PRIX

Recyclerie sportive

équipements inclusifs

mutualisation

former aux situations de précarité et de handicap

Sport étude au collège

ALLER VERS

bilan de santé au collège

Espaces de proximité

lien entre les structures territoriales

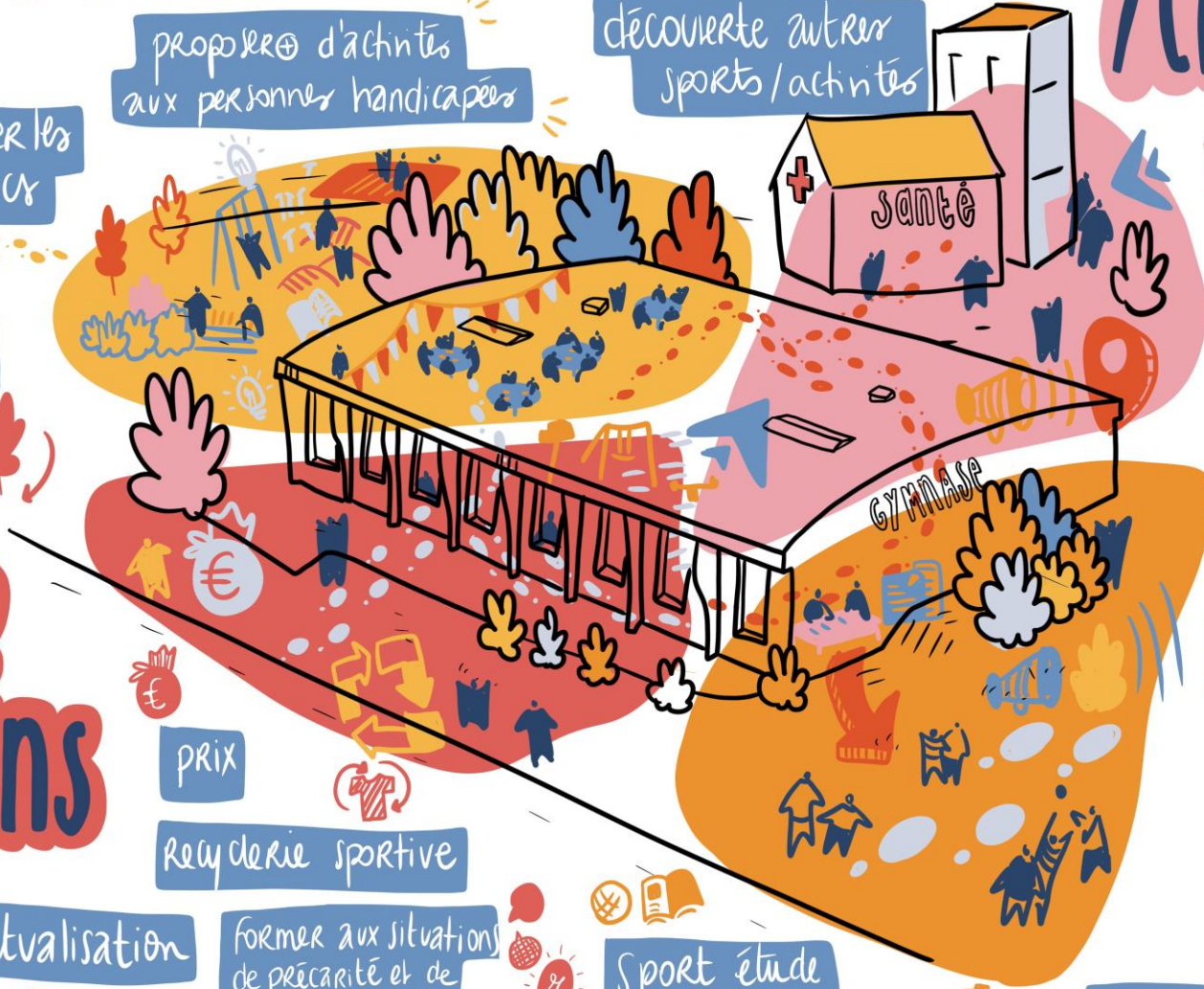
lien social

LES ASSISES DES QUARTIERS POPULAIRES

SPORT, santé, bien-être POUR TOU·TE·S

atelier 7
14 mars 2023
Gymnase Louise Boldt
Rillieux-la-Pape

Dessiné par Le trait de Lou



Atelier : Sport, santé, bien-être pour tous, tout au long de la vie

LES INTERPELLATIONS

Afin que les habitants soient en bonne santé physique et mentale, il faut faire de la prévention, rendre moins complexes les parcours de santé, garantir l'accès aux soins partout et en proximité, et aménager des espaces qui favorisent le lien social (*espaces verts, équipements sportifs*) pour lutter contre l'isolement

La prévention santé doit intervenir à toute les étapes de la vie et dans les lieux de vie (*jeune âge-PMI, adolescents dans les Collèges, séniors...*). Il faut la rendre visible et mettre les acteurs de la prévention en réseau

Il faut imaginer des solutions d'attractivité pour avoir plus de personnels soignants présents dans les quartiers au quotidien

Créer des équipements sportifs largement ouverts, adaptés aux femmes comme aux hommes, aux jeunes et aux seniors, aux valides et aux non-valides; des équipements où l'on puisse pratiquer des activités sportives variées (*dont le e-sport*), à des prix qui ne fassent pas obstacle et avec des animateurs formés !

Multiplier les évènements sportifs dans les quartiers en allant chercher les habitants, en favorisant l'implication des familles.

LA PAROLE AUX PARTICIPANTS

Samuel Tran - Sport dans la ville sur l'accès aux sports pour tous

« C'était globalement très intéressant de pouvoir se rencontrer entre acteurs locaux, et habitants, pour voir un petit peu les points de vue et les besoins du public sur le terrain.

On a essayé de réfléchir collectivement dans un temps assez court sur différents sujets en changeant un petit peu d'approche par rapport aux publics habituels. Souvent les freins rencontrés se recourent.

*On a parlé de deux publics en particulier : les seniors et les femmes. **En termes d'accès aux sports ce sont les deux publics invisibles sur les terrains de sport, tout simplement parce qu'on ne leur propose rien, il n'y a rien d'adapté à leurs besoins.***

Il s'agit de rendre accessible le matériel et les infrastructures, avec des prix réduits voire la gratuité par exemples. La proximité des installations c'est aussi donner accès à des recycleries sportives qui permettent d'acheter du matériel à moindre coût.

Il y aussi des aspirations au niveau des infrastructures, avec des terrains plus modulables, plus écologiques : il y a beaucoup à faire.

*Enfin une autre idée qui a été assez intéressante, c'était de pouvoir sortir du quartier pour des pratiques sportives : aller sur un autre territoire, mettre en place des navettes écologiques gratuites pour amener les gens à l'extérieur de la ville, dans la nature, afin de pratiquer des activités de pleine nature ... **L'idée c'était vraiment de pouvoir utiliser le sport comme outil de santé, de bien-être, de santé physique et mentale, pour les habitants.** »*



Compte-rendu complet de l'atelier : [cliquez ICI](#)

Les réactions aux interpellations



Pour regarder la table ronde [cliquez ICI](#)



Jérémy Camus, Vice-président de la Métropole de Lyon à l'agriculture, l'alimentation et la résilience du territoire

- **Volonté de faire de l'alimentation un axe structurant du prochain contrat de ville** : expérimenter la **sécurité sociale alimentaire** et donner aux habitants les moyens financiers d'accéder à une alimentation saine et durable. C'est un enjeu de justice sociale, de santé publique et de démocratie
- Il faut impliquer l'agriculture locale et les acteurs locaux : la solution est dans les quartiers
- Multiplier les « **tables de quartier** » **autour de l'alimentation**, un enjeu qui permettrait de refaire société ensemble
- **Poursuivre des expérimentations autour des jardins partagés** (300 existent déjà sur le territoire métropolitain) et déployer les « **quartiers fertiles** » de l'ANRU, essaimer à plus grande échelle

Valérie Mancret-Taylor, Directrice générale de l'ANAH

- Nécessité pour les pouvoirs publics **d'agir sur les logements qui existent déjà**, tout d'abord en faisant des diagnostics et ensuite en accompagnant les ménages dans leurs parcours de travaux
- **Des actions spécifiques itinérantes à destination des quartiers populaires** pourraient se mettre en place pour informer, conseiller et accompagner les habitants dans leurs démarches des travaux

« 80% des logements de 2050 existent déjà. Qu'il s'agisse de logement social ou qu'il s'agisse de parcs privés. Cela signifie qu'en ce début de XXIème siècle, notre enjeu en matière de politique de l'habitat est d'intervenir sur ce qui existe déjà. » (V. Mancret-Taylor)

Marylène Millet, Maire de Saint-Genis-Laval

- Nécessité **d'aller vers les habitants et les structures du territoire et de travailler ensemble à la bonne échelle**. Par exemple : « contrat local de santé » intercommunal, mis en place avec Oullins, Pierre-Bénite et l'ARS pour faire un diagnostic partagé et mener des actions ensemble
- Installer des structures de soins qui soient au service des habitants, notamment des femmes et des personnes âgées
- Sensibiliser tous les habitants aux enjeux de sport et santé. Par exemple : « courir pour elles »

« La crise sanitaire a eu des répercussions très importantes dans les quartiers et a mis en exergue toutes les inégalités – dans l'accès au logement, à l'alimentation, aux soins- mais aussi, les problématiques spécifiques de santé dans les quartiers, puisqu'on constate effectivement qu'il y a une surreprésentation des diabètes, une mauvaise santé dentaire, des problèmes de santé mentale qui se sont aussi accrues. » (M. Millet)

Les réactions aux interpellations



Pour regarder la table ronde [cliquez ICI](#)

Laurence Boffet, Vice-présidente de la Métropole de Lyon à la participation et aux initiatives citoyennes

- **Aménager des espaces publics à différentes fonctions** : pour le sport, mais aussi pour la pratique d'activités physiques au quotidien, adaptés à toutes et tous : « il faut que l'espace public serve à différents usages et pas forcément celui du joueur de foot »
- **Expérimenter et ensuite pérenniser les actions qui fonctionnent**. Plusieurs appels à projets ou « bonnes pratiques » s'expérimentent dans les quartiers populaires : « santé-sport-handicap » ; Métropole Vacances Sportives ; les « points écoute adultes et adolescents » et d'autres sont à venir comme l'observatoire scientifique et citoyen sur la qualité de l'air ou encore l'implication des citoyens dans le fonctionnement de la régie de l'eau (tarification sociale, éducation populaire)

« Une fois qu'on a expérimenté les choses et vu que certaines fonctionnent, l'idée est de sortir du système d'appel à projets et de passer sur des fonctionnements plus pérennes avec des financements au long cours pour donner de la visibilité aux associations. » (L. Boffet)



LES REACTIONS DANS LA SALLE

« Il y a trop de dispositifs différents pour peu de moyens structurels pour les acteurs du territoire »

« Ce serait top que le nouveau contrat de ville réunisse les conditions nécessaires au lancement d'expérimentations fortes et attendues (caisse alimentaire, automatisation des droits, parcours de soins et prise en charge psy) »



LE POINT DE VUE DE...

Manon Loisel, Consultante politique au sein de Partie Prenante

« Ce qui me marque en entendant ce qui s'est dit, c'est le décalage entre l'ampleur de ce sujet de transition écologique et sociale dans les quartiers et les difficultés ou les crispations que cela suscite. »

Dans la communauté de praticiens de la politique de la ville que j'anime, on ne veut pas d'une injonction culpabilisante de plus. On ne veut pas être dans un truc paternaliste du genre « fermez votre robinet et votre lumière »

Et l'ampleur du sujet, c'est cette idée que la pauvreté et les questions climatiques c'est un peu la double peine. Quand on regarde la part des dépenses énergétiques dans le budget des ménages, on voit bien que la crise en Ukraine et l'explosion des prix, ce n'est pas tout à fait pareil quand on est un ménage en difficulté. Ce qui souligne la question des inégalités territoriales c'est aussi que l'on n'a pas tous et toutes le même accès à des espaces verts ou à de l'eau rafraîchissante. Quand les canicules vont être plus longues et plus fréquentes, on ne sera pas tous et toutes égaux dans l'accès à l'eau rafraîchissante. C'est un vrai sujet d'inégalité.

Même chose pour la ZFE, ou les passoires thermiques. La planification écologique va beaucoup passer par de la règle, de la restriction, de la contrainte ... et donc cela peut susciter des sentiments d'injustice. Il faut accorder de la place au sentiment d'injustice et aux colères que peuvent générer les politiques écologiques pour pouvoir en tenir compte et les intégrer.

Il y a un enjeu à faire entrer le point de vue du terrain des quartiers et leurs spécificités dans toutes les politiques de transition écologique. La politique de la ville doit donc se saisir des politiques de transition écologique ...sans résignation ! »

Débat de clôture : Quels quartiers populaires demain ?



Pour regarder le débat de clôture, [cliquez ICI](#)



ANIMATION DE LA TABLE RONDE PAR

Manon Loisel, *Consultante politique au sein de Partie Prenante*

Le nouveau contrat de ville va être élaboré par temps de crises et la politique de la ville n'a pas la même vocation quand elle se trouve à faire face à des crises (énergétiques, climatiques, sociales, budgétaires). D'autant plus que ces crises ont des impacts sur toutes les parties prenantes du contrat de ville : les habitants, les associations, les travailleurs de terrain, les partenaires et financeurs.

Les intervenants sont invités à prioriser les sujets les plus urgents à traiter. Les ambitions sont sans cesse plus grandes mais les moyens sont constants : il va donc falloir prioriser.



Véronique Henri-Bougreau, *Directrice générale de la CAF du Rhône*

- La CAF a la volonté de rester présente dans les Quartiers Politique de la Ville avec **un accueil dans 6 antennes** et un travail en réseau avec les professionnels locaux.
- La CAF est bien placée pour repérer les nouvelles fragilités. A l'issue de la crise Covid il est constaté **une augmentation forte des bénéficiaires de minima sociaux** et une **précarisation des jeunes**. Une attention forte est portée sur les **familles monoparentales**, et les situations de violence intraconjugales.
- **La CAF joue un rôle « d'investisseur social »** dans les soutiens à la petite enfance ou dans les lieux parents-enfants en appliquant des critères de mixité sociale pour réduire les inégalités socio-territoriales. La CAF est également présente dans de nombreux projets d'accès à la culture dans les QPV. Par exemple DEMOS ou pour le départ en vacances et l'autonomie des jeunes.
- **Pour l'avenir, la CAF travaille au sein de la branche famille, à "la solidarité à la source"** avec le versement automatique des droits.

« On parle de Caisse d'Allocations Familiales historiquement mais la moitié de notre public, aujourd'hui ce ne sont pas des familles. En fait, ce sont des personnes isolées, ce sont des étudiants, ce sont des personnes âgées, ce sont des allocataires isolés. La CAF est au cœur de toutes les politiques de solidarité. »

Débat de clôture : Quels quartiers populaires demain ?



Pour regarder le débat de clôture, [cliquez ICI](#)

Cédric Van Styvendael, Maire de Villeurbanne



Les enjeux prioritaires pour le futur contrat de ville :

Agir contre le non-recours aux aides existantes

- en renforçant le droit commun et le service public,
- avec moins d'informatique et plus d'humain,
- en travaillant sur la visibilité des services publics, sur leur accessibilité, sur de nouvelles organisations,
- en travaillant sur l'ouverture automatique des droits

Tenir la promesse d'égalité en passant par une véritable politique de lutte contre les discriminations ethno- raciales

- en dénonçant les pratiques discriminatoires
- en proposant aux familles les plus fragiles des vacances pour leurs enfants ou l'accès à la culture comme DEMOS
- En faisant du testing et en interrogeant nos pratiques (comme dans l'orientation scolaire par exemple)

Traiter la question de l'insécurité pour les habitants des quartiers populaires, sous l'impulsion du Préfet, avec l'aide de l'Etat et en sortant d'une forme d'immobilisme et de fatalisme

Reconnaître que la voix des habitants des quartiers populaires pèse autant que la voix des habitants des autres quartiers.

- en retrouvant de la crédibilité sur la parole publique et sur la parole politique
- en rendant des comptes régulièrement

« Pendant 30 ans, on a tendanciellement réduit les services publics. On s'est tous engagés – État et collectivités- dans cette logique de rationalisation, d'optimisation. Et puis là on se dit "Ah c'est marrant ! Beaucoup de gens n'arrivent plus à accéder aux services qu'on met en place et à mobiliser les aides nécessaires".

... On va donc mettre plein de dispositifs pour aller les voir, pour leur expliquer tous ces services et toutes ces manières de faire différemment ! Notre premier boulot c'est de vérifier que nos politiques de service public sont des politiques de droit communplutôt que d'essayer en permanence dans les quartiers populaires de faire un droit bricolé »

« Ce qui est extrêmement politique, c'est la question de l'égalité. Si nous ne sommes pas capables via la politique de la ville, de revenir sur cette promesse républicaine de l'égalité, il faudra qu'on retourne jouer aux billes ! »

« Aujourd'hui notre problème ce n'est pas de refaire la ville, c'est juste de refaire ville, avec le droit commun pour chacune et chacun des habitants. Mais 40 ans après, je pense qu'on a vraiment intérêt à réinterroger le prisme à travers lequel on veut mener nos actions à venir. »

Débat de clôture : Quels quartiers populaires demain ?



Pour regarder le débat de clôture, [cliquez ICI](#)

Renaud Payre, Vice-président de la Métropole de Lyon à l'habitat, au logement et à la politique de la ville



Le contrat de ville qui va s'ouvrir en 2024 doit se donner les moyens de répondre aux enjeux suivants :

- **L'accès aux droits, l'accès aux services publics, la question de l'égalité.**
La disparition du service public sur un bon nombre de nos territoires, c'est la disparition de la proximité. Il faut qu'on expérimente, il faut qu'on avance sur des territoires Zéro non-recours.
 - **La transition écologique et la justice sociale** : les habitants des quartiers populaires sont davantage exposés aux crises (climatiques, sanitaires, ...), au manque d'accès à la santé, à l'alimentation de qualité. Il faut que les habitants voient leurs vies s'améliorer dans la transition écologique en traitant la question des carburants, des énergies, des logements et des passoires énergétiques.
 - Il faut faire de **l'expérimentation et revenir vers** les habitants et les associations. Redonner confiance avec une proposition d'interpellation permanente pour les habitants et les associations des quartiers populaires, auxquels il faut rendre compte tout au long du contrat de ville
- La priorité numéro une est de mettre davantage de moyens, y compris humains autour des collègues, notamment dans la médiation et l'éducation spécialisée. La Métropole ne peut pas rester dans une logique équipementière et doit assurer l'ouverture du collège sur le quartier.

« Pour les futurs contrats de ville, il s'agit de partir des habitants, il s'agit de se dire que c'est une force pour une Métropole comme la nôtre, dont l'histoire est liée aux quartiers populaires. Cette Métropole existe à travers ses quartiers. Nos quartiers populaires sont une force »

« On ne va pas faire un contrat de ville qui sera le même pendant une période longue : il faut faire de l'expérimentation et revenir vers les habitantes, les habitants, les associations et les structures. C'est comme ça que l'on redonnera confiance ! »

« On essaie de tester autre chose, ce n'est pas la tabula rasa, ce n'est pas la révolution ou le grand soir qu'on est en train de promettre, mais nous voulons faire bouger les lignes et nous espérons que ces lignes vont bouger dès 2024. C'est ça qu'on essaie d'inventer ici dans la Métropole de Lyon avec les communes et évidemment avec l'État, sans lesquels nous ne pourrions rien faire. »



LES REACTIONS DANS LA SALLE

Nous avons besoin de conflictualité pour sortir des fractures démocratiques. L'urgence est sociale, sans quoi il n'y a pas de transition écologique possible. Depuis 4 ans, le nombre de personnes au RSA est passé de 6000 à 9000 dans les portes du sud, alors qu'il a en moyenne baissé dans la métropole. De même, le pourcentage d'attribution au premier quartile hors QPV est en baisse alors que l'objectif était de le porter à 25% ... Et cela avec une majorité politique écologiste, de gauche, et même une petite part de communistes [...]

Débat de clôture : Quels quartiers populaires demain ?



Pour regarder le débat de clôture, [cliquez ICI](#)

Vanina Nicoli, *Préfète secrétaire, Préfète déléguée pour l'égalité des chances du Rhône*



- **Importance de l'outil « Contrat de ville »**, car il s'agit d'un cadre qui permet de porter l'action publique.
- Nécessité **de travailler dans la durée** avec des outils sur lesquels on puisse s'appuyer pour innover, tester et s'adapter
- On a l'habitude de travailler ensemble État-collectivités et il faut **un échange continu avec les habitants et les associations pour « corriger le tir » au fur et à mesure**. Dans la nouvelle génération des contrats de ville, au bout de 3 ans il faut pouvoir réévaluer la pertinence des actions et l'utilisation de l'argent public. **Si on n'écoute pas les habitants, tout un pan de l'évaluation manque.**
- **Les expérimentations peuvent se mettre en place rapidement en accord avec les communes et la Métropole**, grâce à l'ingénierie locale commandée par l'État et les collectivités.
- **Les priorités** : la présence humaine, le cofinancement de médiateurs et d'éducateurs spécialisés, la réussite scolaire
- **Rechercher comment on traduit la valeur de l'égalité** et comment on la décline dans chacune de nos démarches et nos politiques.

« Il faut sortir du défaitisme et des représentations stigmatisantes véhiculées parfois dans les médias. Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont également des « territoires de solution » qui méritent d'être valorisés.

Il faut mettre en avant les réussites et tout le travail réalisé par les associations, les entreprises et les habitants. C'est comme cela que l'on pourra dire : « on a mis de l'argent public et il y a un bénéfice pour le collectif, il y a un bénéfice pour le pays ».

« Il faut rappeler qu'en 5 ans, l'État a doublé les moyens affectés à la Politique de la ville. Notre responsabilité est d'utiliser les crédits à bon escient, l'argent n'étant pas infini. D'où l'importance, comme le souligne la Cour des comptes, d'inscrire davantage l'évaluation dans les futurs contrats de ville. »

Réactions aux échanges



Pour regarder les discours de clôture de M. Mechmache [cliquez ICI](#)



Mohamed Mechmache, Président de la commission nationale « participation citoyenne dans les quartiers »

La commission a pour objectif de laisser la parole aux habitants :

- Organisation de réunions publiques, à différentes échelles, dans toute la France
- Travail à partir de la parole des habitants et non pas de thématiques
- Des lieux et des horaires adaptés aux habitants et aux acteurs qui les accompagnent

« Si on ne répond pas réellement aux préoccupations de ces habitants, si on ne les écoute pas, on est en train d'arriver à des situations dramatiques: avec des gamins exclus de l'école et attirés par d'autres activités illégales, avec dans ces mêmes familles des jeunes Bac +10 qui n'ont jamais été reconnus. Les familles peuvent se dire : la République donne sa chance à tout le monde. Mais dans les faits, ce n'est pas toujours vrai ! »

« Il faut laisser s'exprimer la parole de cette jeunesse parce que souvent la jeunesse de ces quartiers on ne la regarde pas comme l'avenir. C'est l'avenir de cette France. Au lieu de parler d'amour et dire qu'on l'aime, on la pointe du doigt, on la criminalise, alors qu'on devrait à un moment ou à un autre, leur parler différemment pour qu'eux aussi se sentent considérés. »

« Lorsqu'il y a des initiatives locales je demande simplement à ce que on les regarde avec bienveillance, en apportant du soutien aux habitants. Il faut les encourager, il ne faut pas lutter contre eux en les diabolisant. Parce que plus on fera disparaître les espaces où il existe du lien social, plus d'autres prendront ces espaces-là. Il va falloir qu'on remette le citoyen au cœur des politiques publiques. »

Les discours de clôture



Pour regarder les discours de clôture [cliquez ICI](#)



Renaud Payre, Vice-président de la Métropole de Lyon à l'habitat, au logement et à la politique de la ville

« Nous avons déjà des ressources qui seront inscrites dans le contrat de ville par les faits et par les contributions des différentes collectivités. Mais ce que nous avons le plus entendu aujourd'hui c'est qu'il y avait la nécessité que nous écrivions ensemble ce contrat de ville. Quand je dis ensemble c'est bien sûr les habitants et les habitantes, ce sont les associations, ce sont les structures. »

« Le temps où un élu est élu pour 5 ans ou 6 ans en agissant tout seul, fort de sa légitimité électorale, est révolu. Nous devons revenir vers les habitants, les professionnels et les associations pour mieux trouver les orientations que nous devons donner, notamment à notre contrat de ville. »

Dans la Métropole de Lyon, le taux de pauvreté est 3,3 fois supérieur dans les QPV. Depuis le début du mandat en 2020, plusieurs actions ont été engagées par la Métropole :

- Augmentation de 37% des dépenses pour la politique de la ville, sans compter les opérations de renouvellement urbain
- 13 projets de rénovation urbaine, y compris les projets de Givors et Villeurbanne Saint-Jean
- Ouverture des lignes tramways T9 et T6
- Mise en place d'un bus à haut niveau pour mieux desservir les quartiers populaires
- Mise en place de nouveaux territoires zéro chômeurs de longue durée à Mermoz, Villeurbanne et Saint-Fons

Dans l'élaboration du prochain contrat de ville métropolitain, il faut prévoir:

- Des formes d'**expérimentations** sur différentes thématiques, dans différents territoires
- **Un espace de dialogue à échéances régulières** pour permettre aux associations, habitants et professionnels d'échanger régulièrement et d'évaluer, chemin faisant, le contrat de ville
- **Une forte mobilisation du droit commun**
- Des avancées dans **l'ouverture des collèges, la place de la Métropole dans les Cités éducatives, la question de la sécurité alimentaire, l'accueil inconditionnel dans les Maisons de la Métropole de Lyon**

Les discours de clôture



Pour regarder les discours de clôture [cliquez ICI](#)



Vanina Nicoli, Préfète secrétaire générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances du Rhône

- Une présence de l'État tous les jours dans les quartiers populaires grâce aux **délégués de la Préfète**, qui travaillent au plus près des habitants, des associations et des élus
- Il y a des quartiers dans lesquels il faut mettre plus de moyens pour arriver au même résultat qu'ailleurs. Il faut mobiliser une autre forme d'action
- **La géographie prioritaire** est importante en tant qu'outil mis en place par l'État pour identifier les quartiers où il y a un intérêt particulier à regrouper les forces, faire plus. L'objectif n'est pas de pérenniser la géographie prioritaire mais, à terme, de basculer dans le droit commun.

« L'année 2024 n'est pas l'année zéro de la politique de la ville. C'est une nouvelle page de la politique de la ville qui est finalement renforcée par tout ce que l'on a appris au cours des 40 dernières années et de toutes les exigences nouvelles qui sont liées à notre situation actuelle »

« Je voudrais quand même que l'on se rappelle qu'il y a eu de belles réussites tout au long de ces 40 ans de la politique de la ville et que finalement il n'y a que celui qui ne fait rien qui ne peut pas se tromper ! Je pense que la pire erreur que nous aurions pu faire collectivement, c'est de ne rien faire ... »

« Les personnes qui vivent dans les quartiers politique de la ville sont des citoyens comme les autres, ils sont des habitants comme les autres et ils ont droit au même niveau d'engagement des acteurs publics dans les politiques publiques. C'est ce que veut faire et c'est ce que fait l'État. C'est ce qu'il continuera à faire à travers notamment la nouvelle génération des contrats de ville »



Conception et réalisation du document par la Direction du Pilotage Urbain - Métropole de Lyon

Vidéos et photos par Garage Production

Photos par Thierry Fournier

Fresques graphiques par Le Trait de Lou

Edition juin 2023

Pour plus d'informations
assises-quartierspopulaires@grandlyon.com
jeparticipe.grandlyon.com